



Donald Trump en Arabie saoudite: L'adoubement de l'artisan du «Muslim Ban» par les pétromonarchies sunnites

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 18 mai 2017

[madaniya.info](#) 17 mai 2017

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#), [Guerre USA OTAN](#)

«Il est dangereux d'être ennemi de l'Amérique, mais il est deux fois plus dangereux d'être son ami». Dictionnaire Arabe

Donald Trump effectue le 19 Mai 2017 une visite officielle en Arabie saoudite, son premier déplacement à l'étranger qui apparaît comme devant marquer l'adoubement de l'artisan du «Muslim Ban» par les pétromonarchies sunnites.

DU ROYAUME DES FILS D'ABDEL AZIZ AU ROYAUME DES FILS DE SALMANE

Le «Muslim Ban», mesure phare de l'administration, est le décret anti immigration signé par le président américain le 30 janvier 2017 interdisant aux réfugiés et à sept pays musulmans d'entrer sur le sol américain.

Soixantaine trois millions de dollars ont été allouées à la réception du président américain, dont la visite devrait donner lieu en outre à un sommet islamo-américain devant prélude à un pacte tacite entre les pétromonarchies et Israël face à l'Iran.

La caution du gardien des Lieux Saints de l'Islam à l'égard de la politique xénophobe du président américain, qui va à l'encontre du tollé suscité par cette mesure sur le plan intérieur américain et que sur le plan international, va s'accompagner d'une abdication des pétromonarchies à l'égard de la question palestinienne, et sa substitution par ce pacte tacite qui devrait, dans l'esprit de ses concepteurs, devrait bouleverser les rapports régionaux en contrepoint de la percée russe en Syrie et de la montée en puissance de l'Iran.

Empêtrée en Syrie et au Yémen, en proie à une vive agitation intérieure, le Roi Salmane espère, en contrepartie de cette mutation diplomatique, obtenir l'acceptation de l'administration américaine des mutations successorales intervenues au sein de la dynastie wahhabite. Un «deal win win», selon les concepteurs de cette transaction, le propre fils du Roi, Mohamad Ben Salmane et la garde rapprochée de Donald Trump.

L'achat d'un yacht d'une valeur de cinq cents millions de dollars par le fils du Roi Mohamad Ben Salmane, se superposant aux pertes humaines et matérielles au Yémen, ont suscité une vague de protestation sur les réseaux sociaux, s'indignant de la docilité de la famille régnante saoudienne à l'égard des Diktats américains. L'un des mots d'ordre le plus usité aura été «nous ne devons pas vivre en fonction des agendas de Londres ou de

Washington».

Sous Salmane, le «Royaume des fils d'Abdel Aziz tend à devenir le Royaume des fils du Roi Salmane», selon l'expression de l'influent éditorialiste arabe Abdel Bari Atwane, directeur du site «Ar Rai Al Yom».

Deux ans après son arrivée au pouvoir, le Roi Salmane, octogénaire, a placé ses propres fils aux principaux rouages de l'État, au détriment des autres composantes de la dynastie wahhabite, y compris sa famille souche- le Clan Sidéiry-: Mohamad, prince héritier du prince héritier, son fils Khaled, un jeune pilote de 28 ans sans la moindre expérience diplomatique, ambassadeur aux États Unis, son 3eme fils, vice gouverneur de La Mecque, haut lieu de l'Islam.

Pour le lecteur arabophone, sur ce lien les mutations dynastiques en Arabie et les troubles sociaux qui se sont ensuivis.

<http://www.raialyoum.com/?p=665969>

Un deal scellé par un important contrat militaire de l'ordre de 300 milliards de dollars sur dix ans, destiné à renforcer les capacités balistiques et navales du royaume saoudien face à l'Iran, tout en «préservant la supériorité militaire israélienne dans la zone» selon un membre de l'administration américaine.

La transaction militaire comporterait des armes prohibées par Barack Obama, notamment des bombes à fragmentation, abondamment utilisées par l'Arabie saoudite dans la guerre qu'elle mène depuis trois ans au Yémen et prohibées par le Droit international. A charge pour le Royaume et ses alliés sunnites d'en finir avec cette guerre avant fin 2017, selon les indiscretions filtrées dans la presse arabe.

LA NEUTRALISATION DE LA LOI JASTA

Ce contrat, dont la première tranche de 100 milliards de dollars sera finalisé à l'occasion de la visite officielle du président américain être finalisé en 2017, devrait permettre de maintenir un considérable bassin d'emploi au complexe militaro industriel américain.

L'objectif sous-jacent de ce «contrat du siècle» serait de neutraliser les effets de la Loi JASTA, adoptée en septembre 2016, par le Congrès américain, autorisant les ayants droits à poursuivre le Royaume saoudite pour sa responsabilité implicite dans les raids talibans contre les Symboles de l'hyperpuissance américaine, le 11 septembre 2001. Quinze des 19 pirates de l'air étaient de nationalité saoudienne. Une mise en veilleuse de ce contentieux, à tout le moins le long de la mandature de Donald Trump.

La Mairie de New York, réclame à elle seule un dédommagement de 95 milliards de dollars en compensation de la destruction des tours du World Trade Center, des destructions annexes et les pertes humaines des services publics (pompiers, policiers). Au total, le préjudice américain est estimé à près de trois trillions de dollars (trois mille milliards de dollars).

Pour s'épargner les foudres américaines et écarter les soupçons sur son possible rôle de parrain financier du terrorisme islamiste, l'Arabie saoudite a mis en faillite le firme Ben Laden, le conglomérat de la famille du fondateur d'Al Qaida, en lui imputant la responsabilité d'une chute de grue à La Mecque. De concert avec son allié du Qatar le

Royaume a en outre obtenu de Jabhat An Nosra de Syrie, la filiale syrienne d'Al Qaida, de renoncer à sa franchise et de se doter d'un nouveau nom dans une opération classique de blanchissement sur le modèle opéré en France tant par Elf Aquitaine désormais Total, ou encore le parti gaulliste, passé du RPR, à l'UMP aux «Les Républicains» (LR), au gré des scandales politico financiers qui ont émaillé la vie politique française.

SALMANE, PIONNIER DANS LA NORMALISATION DES PÉTROMONARCHIES AVEC ISRAËL.

Sous l'impulsion de Salmane, à l'époque Gouverneur de Ryad, les pays arabes ont pratiqué une normalisation rampante avec Israël concomitante de l'annexion rampante de la Palestine; une normalisation rampante du côté arabe proportionnelle à la montée en puissance du mouvement du boycottage d'Israël sur le plan mondial.

L'Iran a servi de prétexte à la normalisation de facto entre Israël et les pétromonarchies du Golfe. La connivence, d'abord souterraine, est désormais publique.

Moujtahed, le gazouilleur le plus redouté du royaume saoudien pour la fiabilité et la corrosivité de ses informations, en a fait état dans une série de révélations.

«Salmane a eu des contacts avec les sionistes dès la décennie 1980. Il a été le précurseur en ce domaine au sein de la famille royale saoudienne. Le gouverneur de Riyad avait des contacts réguliers à l'époque par l'entremise de ses protégés, Ousmane Al Omeir et Abdel Rahmane Ar Rached, les deux premiers rédacteurs en chef de son journal amiral «Al Charq Al Awsat»

LE ROI SALMANE, PRINCIPAL COLLECTEUR DE FONDS DU DJIHADISME AFGHAN

Parallèlement, Salmane, propriétaire de cet important groupe de presse, «Saudi Research and Marketing ltd», a ainsi orchestré pendant plus de 30 ans, à travers la totalité des 15 périodiques de son empire médiatique les campagnes de collecte de fonds au profit des «arabes afghans», les ancêtres des djihadistes salafistes, tant en Afghanistan, qu'en Bosnie-Herzégovine, qu'en Tchétchénie, qu'au début du printemps arabe contre la Syrie.

À journées faites, sur de pleines pages, Al Charq Al Awsat mentionnait, dans la pure tradition de l'économie ostentatoire, les contributions des donateurs dans un style qui incitait à l'émulation. Des annonces reprises, au diapason, par les autres publications du groupe : Arab News, Al Majalla, Urdu News, Arrajol, et Al Iqtissadiyah.

Ainsi donc pour la survie de son trône et la pérennité de sa propre famille, le Roi Salmane fragilise l'économie de son pays et brade la Palestine, jadis «la cause sacrée des Arabes», fait infamant, à la date commémorative du centenaire de la proclamation de la promesse Balfour. La marque d'un autisme politique absolu.

René Naba

La source originale de cet article est madaniya.info

Copyright © René Naba, madaniya.info, 2017

Articles Par : [René Naba](#)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{ème} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca